

Des dynamiques économiques et démographiques génératrices de violence? Petites réflexions à partir du cas du Pakistan

André LAMBERT, démographe, asbl ADRASS, août 2002.

adrass@skynet.be tél. : + 32 10 41 73 01

André Lambert travaille au sein de l'Association pour le Développement de la Recherche Appliquée en Sciences Sociales (asbl ADRASS, rue des Fusillés 7, 1340 Ottignies). Il y réalise des études dans le domaine de la prospective des populations au sein de divers environnements.

Louis Lohlé-Tart et Stanley Wijewickrema ont relu ce texte et suggéré quelques modifications qui ont été prises en compte. L'auteur les en remercie mais assume la responsabilité de l'ensemble de ce texte.

RESUME.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont donné lieu à un certain nombre d'analyses soulignant la nécessité de combler au plus vite l'écart énorme entre les niveaux de vie des riches et des pauvres de la planète ; à défaut, on devrait s'attendre à subir de plus en plus souvent les coups de colère des plus déterminés des « damnés de la terre ».

Peut-être ! mais quoi qu'il en soit des racines de la violence et du terrorisme international, l'énormité de l'écart de développement d'une part, les dynamiques démographiques et économiques à l'oeuvre d'autre part, réduisent à néant tout espoir de voir poindre à court terme un meilleur équilibre économique international.

A partir des situations comparées du Pakistan et de la Belgique- choisis pour leur représentativité de situations de pauvreté ou de richesse - et des dynamiques démographiques et économiques qui caractérisent ces pays, l'auteur montre que la résorption de l'écart de développement nécessitera au mieux un demi-siècle, à la condition expresse que le taux de croissance économique du Pakistan (ou de pays pauvres analogues) soit considérablement augmenté et maintenu longtemps à un niveau très élevé. Selon l'auteur, cela ne sera possible que si la plus grande attention est apportée à une réduction de la croissance démographique, dont le formidable impact est trop souvent ignoré aujourd'hui, quand il n'est pas carrément nié !

Des dynamiques économiques et démographiques génératrices de violence ? Petites réflexions à partir du cas du Pakistan

A tous ceux que le déséquilibre économique mondial inquiète !

André LAMBERT.¹

1. Tout sauf les questions de population...

On entend souvent dire qu'un meilleur développement économique pourrait assécher les viviers de candidats terroristes. Peut-être, mais il faudrait pour le moins s'armer de patience... et tenir compte des contraintes actuelles et futures auxquelles les pays les plus miséreux sont confrontés, au premier rang desquelles on doit citer les questions de population.

Celles-ci demeurent étrangement absentes des débats actuels relatifs au développement : est-ce par souci du politiquement correct (certains leaders du Sud n'aiment pas qu'on évoque les questions démographiques ou pensent que : « être nombreux, c'est être puissant »), par ignorance (beaucoup d'économistes considèrent souvent la population comme une constante, à la limite flanquée d'un taux d'accroissement sur lequel on n'a guère de prise), par tabou (on ne pourrait programmer le nombre des humains), par dogme vaguement marxiste ou chrétien (il faut adapter l'économie à la population et ni l'inverse ni mutuellement) ? Sans doute un peu de tout cela aujourd'hui que le mot d'ordre « intégrer la variable population dans le développement » a fait place à d'autres consignes telles « la lutte contre la pauvreté » ou la prise en considération du « genre », malheureusement trop souvent incantatoires et pas plus efficaces que les tentatives passées d'intégrer réellement les questions démographiques dans celles du développement.

Dans les lignes qui suivent, on va d'abord présenter la situation et les devenir probables de la population du Pakistan, choisi ici à titre purement exemplatif. Puis, à partir de la comparaison de l'état de développement de ce pays avec la Belgique – également exemplative du monde riche – on s'interrogera sur les possibilités de mise à égalité des niveaux de vie pakistanais et belge compte tenu de la croissance démographique. Toutes les données statistiques utilisées dans cet article sont issues du « Rapport mondial sur le Développement humain 2001 » (PNUD).

En procédant de la sorte, on espère esquisser une réhabilitation des problématiques démographiques par la mise en évidence du poids qu'elle font parfois peser sur la croissance économique. Un poids tellement important – et de surcroît pérenne – que n'importe quelle aide au développement aura tout au plus un effet limité, même si elle atteint un jour le seuil quasi-mythique de 0,7% du Produit National Brut des pays économiquement avancés.

¹ André LAMBERT est démographe à l'ADRASS et expert dans les questions de prospective des populations dans divers environnements. Il est également membre de l'UIESP (Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population), de la SBD (Société Belge de Démographie), de l'Institut pour un Développement Durable et de la Plate-forme Population du Cabinet de la Coopération belge au développement. Contact : ADRASS, rue des fusillés 7, B-1340 Ottignies E-mail : ajlambert@hotmail.com

2. La problématique démographique du Pakistan.

Analysons par exemple la situation et l'avenir démographique d'un pays devenu célèbre en 2001 : le Pakistan . On y compte actuellement environ 140 millions d'habitants (en Belgique : 10 millions) ; l'espérance de vie à la naissance est de 60 ans (en Belgique : 75 ans) et le nombre moyen d'enfants par femme s'élève à 5,5 (en Belgique : 1,6) ; 42% de la population a moins de 15 ans (en Belgique : 18%); on ne compte que 3,7% de personnes âgées de 65 ans et plus (en Belgique : 17%).

La densité démographique du Pakistan est égale à celle de Wallonie (presque 200 habitants au kilomètre carré) ; il y a certes l'Indus et ses affluents qui irriguent tout le pays en son centre mais il y a aussi d'immenses étendues sèches ou montagneuses. A moins d'imaginer d'immenses catastrophes nucléaires, biologiques ou chimiques en regard desquelles les disettes récurrentes et les épisodes de famine ont des impacts à peine perceptibles, le volume de la population pakistanaise va encore considérablement augmenter à l'horizon de l'an 2020 ou 2050. Dans quelle mesure ?

3. La définition des limites du possible de la démographie pakistanaise.

A défaut de déchiffrer l'avenir avec précision, on peut assez facilement circonscrire l'univers des possibles par quelques scénarios qui établissent des limites difficilement franchissables et cernent de la sorte un espace à l'intérieur duquel on a toutes les chances de voir se configurer la réalité démographique future du pays.

Un premier scénario consiste simplement dans le maintien des niveaux de la mortalité et de la fécondité; Nous appellerons ce scénario « maximal » parce qu'il décrit les contours d'une population d'âge moyen jeune avec des effectifs qui dans la réalité ne seront certainement pas atteints aux dates de 2020 ou 2050.

En effet, au cours de la période 1995-1999, alors que la fécondité de la Belgique est de l'ordre de 1,6 enfants par femme, celle du Pakistan est une des plus élevée d'Asie : on y compte 5,5 enfants par femme contre 3,8 au Bangladesh, 3,3 en Inde ou 3,2 en Iran .On ne parlera pas de l'Afghanistan pour lequel des informations incertaines font état d'une fécondité de 6,9 enfants! La tendance de la fécondité asiatique étant à la baisse, il est vraisemblable que celle du Pakistan diminue également, d'autant plus qu'elle est plus élevée que celle de l'ensemble centre asiatique. Donc, scénariser une dynamique de population basée sur la fécondité actuelle revient à établir une limite maximale au développement démographique.

Certes, on obtiendrait une population plus grande encore si dans le même temps on avait programmé une élévation de l'espérance de vie à la naissance ; mais si celle-ci se produit, ce sera selon toute vraisemblance en parallèle avec une diminution de la fécondité telle que le résultat final sera presque nécessairement une population moins importante et moins jeune que celle programmée dans le scénario « maximal »

A l'opposé, on a créé un second scénario encore plus ésotérique que le premier et qu'on appellera « minimal » parce qu'il se base sur des hypothèses complètement irréalistes : on imagine un Pakistan qui par magie aurait dès l'an 2001 un comportement démographique proche de celui de l'Occident : une fécondité de 2,1 enfants par femme et une espérance de vie à la naissance de 75 ans. Ce scénario produit une population d'âge moyen élevé dont les effectifs sont certainement de loin inférieurs à ceux qu'on observera dans la réalité future.

Entre les deux scénarios « maximal » et « minimal », on a élaboré un scénario plus vraisemblable dans lequel la fécondité passe de 5,5 enfants en l'an 2000 à 2,1 en 2020 puis se maintient à ce niveau par la suite ; l'espérance de vie évolue de 60 ans aujourd'hui à 75 ans en l'an 2020 et se stabilise à ce niveau. On appellera ce scénario « transitoire » parce qu'il esquisse une évolution de transition d'un système démographique de hauts taux de mortalité et de fécondité (qui a été en vigueur dans presque toute l'histoire humaine et que connaît encore partiellement le Pakistan d'aujourd'hui) vers un nouveau système de taux bas de fécondité et de mortalité en vigueur dans la plupart des communautés humaines d'aujourd'hui.

Si l'on peut assurément dire que les hypothèses du troisième scénario sont plus réalistes que celles des deux autres, nul ne peut cependant deviner les modalités particulières que prendra cette transition ; on notera cependant que les hypothèses retenues dans ce troisième scénario ressemblent à ce qui s'est passé en Tunisie de 1966 à 1998, ce qui prouve qu'elles sont parfaitement possibles. On considérera donc ce dernier scénario comme une indication du genre de transformations qui pourraient se passer sans toutefois attribuer une valeur prédictive à ce troisième exercice (tableaux n°1, 2 et 3).

Le lecteur quelque peu familier des questions démographiques pourrait se demander pourquoi on ne discute pas ici les hypothèses de migrations internationales. Outre qu'elles soient mal connues, on peut penser qu'elles sont négligeables avec l'Iran (la région frontalière est désertique et ce pays est chiite alors que le Pakistan est sunnite) et avec l'Inde du fait de l'existence d'un désert sur une partie de la frontière et du conflit armé existant depuis la fondation des deux pays en 1948. D'Afghanistan sont certes venus plusieurs millions de réfugiés fuyant la guerre imposée par l'armée soviétique d'abord, les différentes factions afghanes ensuite et finalement les Talibans ; quelle que soit l'évolution politique et matérielle de l'Afghanistan, on peut penser que les ressortissants de ce pays qui l'ont voulu ont fui et que de nouvelles vagues importantes de réfugiés ne doivent pas être redoutées ; il arrivera même sans doute qu'une partie des Afghans réfugiés au Pakistan rentrent chez eux pour peu que la situation s'améliore dans leur pays d'origine. Si tel était le cas, cela ne causerait pourtant qu'un léger freinage de la croissance démographique pakistanaise pour deux raisons : les millions de réfugiés afghans ne représentent que quelques petits pour cent de la population pakistanaise et l'impact de la haute fécondité pakistanaise relativise grandement celui d'une quelconque émigration afghane, fut-elle de grande ampleur. La Chine possède aussi une frontière commune avec le Pakistan et celui-ci est à peine séparé du Tadjikistan mais l'environnement himalayen n'est de toute évidence pas propice aux mouvements migratoires importants.

4. La quantification des limites de l'avenir démographique du Pakistan.

Dans ce paragraphe, on analysera les conséquences générées par ces trois scénarios sur le volume total de la population (tableau n°1) et sa composition par âge (tableau n°2). Puis on esquissera les impacts économiques à partir d'observations relatives au poids relatif des personnes d'âge actif (tableau n°3) et à leur renouvellement (tableau n°4).

Tableau n°1: le volume de la population pakistanaise selon trois scénarios (calculs ADRASS).

Population totale en :	Scénario maximal	Scénario minimal	Scénario transitoire
2000	137 600 000	137 600 000	137 600 000
2050	616 390 000	253 374 000	313 190 000
2100	2 761 114 000	265 619 000	354 055 000

On obtient trois enseignements :

- Le scénario maximal montre qu'il est impossible d'imaginer que le comportement démographique pakistanais actuel puisse perdurer longtemps : en effet, la population pakistanaise de 2100 vaudrait à elle seule à peu près la moitié de la population mondiale d'aujourd'hui... On imagine aisément les immenses problèmes de surpopulation, de pollution, de carences matérielles et autres que cela engendrerait ; la fécondité ne pourrait d'ailleurs se maintenir au niveau actuel à partir du moment où les femmes seront trop mal nourries pour vivre des grossesses normales ; la mortalité frapperait fortement à tous les âges, particulièrement chez les enfants, sans compter les situations conflictuelles.
- On a la certitude que la population pakistanaise aura au moins doublé en 2050 (scénario n°2) puisque les hypothèses sous-jacentes sont absolument impraticables immédiatement.
- On doit plutôt envisager – au minimum - une évolution flirtant avec un triplement du volume de la population, dont l'essentiel se produira dans les cinquante ans à venir.

Tableau n°2 : la composition future par groupes d'âge de la population pakistanaise selon les trois scénarios démographiques (calculs ADRASS).

% de moins de 15 ans en :	Scénario maximal	Scénario minimal	Scénario transitoire
2000	43,4	43,4	43,4
2050	43,4	21,1	22,0
2100	43,4	19,7	19,6
% de personnes de 15 à 64 ans en :			
2000	53,3	53,3	53,3
2050	53,3	67,0	68,9
2100	53,3	63,3	63,1
% de personnes de 65 ans et plus en :			
2000	3,3	3,3	3,3
2050	3,3	11,9	9,1
2100	3,3	17,0	17,3
Âge moyen de la population en :			
2000	21,9	21,9	21,9
2050	21,9	36,1	33,9
2100	21,9	38,6	38,5

La lecture du tableau n°2 nous apprend :

- Que dans une population au sein de laquelle les comportements démographiques restent inchangés, la répartition par âge de la population demeure constante.
- Qu'au fur et à mesure que les taux de fécondité et de mortalité baissent, la population développe un processus de vieillissement démographique : le pourcentage de jeunes diminue tandis que dans un premier temps celui des personnes d'âge actif augmente ; par la suite, les groupes d'âge jeune et d'âge actif connaissent tous deux une légère diminution au profit de la classe d'âge élevée. On voit par là que le processus de vieillissement démographique, dans lequel l'Occident s'est engagé depuis longtemps, est inéluctable à moins de s'interdire tout progrès dans la lutte contre la mort !
- Mais attention : si les pourcentages de « jeunes » diminuent, leurs effectifs ne diminuent que faiblement dans le scénario « minimal » ; partout ailleurs, les effectifs de toutes les classes d'âge augmentent. Sachant que le scénario minimal est impossible, on peut déjà souligner que les efforts dans les domaines de l'éducation, de la création d'emplois et dans l'offre de services aux personnes âgées devront être poursuivis ET amplifiés au cours des décennies à venir, même si les niveaux moyens de scolarisation, d'emploi et de soins aux âgés restent aussi limités qu'aujourd'hui.

Tableau n°3 : la charge démographique : personnes de moins de 15 ans et de 65 ans et plus par rapport à 1000 personnes de 15 à 64 ans (calculs ADRASS).

Charge démographique	Scénario maximal	Scénario minimal	Scénario transitoire
2000	877	877	877
2050	877	492	453
2100	877	581	584

Les valeurs du scénario transitoire du tableau n°3 nous apprennent que dans une population au sein de laquelle la fécondité diminue tandis que l'espérance de vie augmente, on passe par une sorte de « moment de grâce » où la charge démographique des actifs potentiels diminue parce que le nombre d'enfants par adulte se réduit tandis qu'il n'y a pas encore de personnes âgées en plus. Il est intéressant de profiter de cette période de répit de charge démographique pour fonder durablement le développement car par la suite, le nombre de personnes à charge des producteurs potentiels de revenus recommencera à croître du fait de l'arrêt de la baisse du poids relatif de la population d'âge jeune mais surtout à cause de la montée en puissance du poids relatif des âgés.

Notons au passage qu'en l'an 2000, la charge démographique belge s'élevait à 525 ; cette valeur analogue à celles de 2050 et 2100 des deux derniers scénarios du tableau n°3 montre que les populations caractérisées par une forte fécondité (comme celle du Pakistan en l'an 2000) sont aussi celles où les personnes d'âge actif supportent beaucoup de personnes inactives du fait de la présence d'un grand nombre d'enfants!

Tableau n°4: l'accroissement annuel du volume des potentiellement actifs (calculs ADRASS).

Accroissement annuel de la population d'âge actif	Scénario maximal	Scénario minimal	Scénario transitoire
2000	2 198 000	2 198 000	2 198 000
2010	2 921 000	3 313 000	3 050 000
2020	3 946 000	1 464 000	3 690 000
2030	5 326 000	1 873 000	3 213 000
2040	7 186 000	1 306 000	2 251 000
2050	9 702 000	131 000	1 791 000
2060	13 094 000	- 415 000	360 000
2070	17 673 000	688 000	- 233 000
2080	23 855 000	- 48 000	- 138 000
2090	32 197 000	- 87 000	106 000
2100	43 457 000	159 000	- 145 000

Le tableau n°4 montre qu'en l'an 2000, on comptait un accroissement annuel de plus de deux millions de potentiellement actifs. Dans le scénario transitoire, cet accroissement s'élèverait progressivement jusque 3,69 millions en 2020, déclinerait doucement jusqu'en 2040 où il serait revenu au niveau de l'an 2000. A partir de 2060, cet accroissement oscillerait faiblement autour de zéro.

Dans le scénario maximal, la croissance des potentiellement actifs est énorme : environ 3% par an ; c'est une indication supplémentaire de l'impossibilité pratique dans laquelle se trouve le Pakistan de maintenir son rythme actuel de croissance démographique. Certes, tous les potentiellement actifs ne se destinent pas à entrer réellement sur le marché de l'emploi. Mais il n'en reste pas moins vrai que si la croissance démographique des « adultes » se maintenait aux environs de 3% l'an, il faudrait que le taux de création d'emploi atteigne au moins cette valeur uniquement pour conserver à son niveau actuel la balance entre travailleurs et personnes à charge. Or un pays peut-il augmenter indéfiniment son marché de l'emploi d'environ 3% par an? Et quand bien même le Pakistan réussirait cette opération, il n'y aurait toujours pas plus d'emploi disponible qu'aujourd'hui pour le « pakistanais moyen »; simplement, le pays aurait annihilé l'impact de la croissance démographique sans qu'une amélioration ne soit perceptible pour la population...

5. Conclusions sur les perspectives démographiques du Pakistan.

Actuellement, le Pakistan est caractérisé par un fort potentiel d'accroissement démographique qui se traduit effectivement par une croissance annuelle de l'ordre de 3%.. Cela perdurera longtemps même si dans un avenir proche une diminution très marquée de la fécondité prenait forme. On doit donc pour le moins s'attendre à ce que le pays voit sa population presque tripler entre 2000 et 2050.

Il va de soi que le niveau de vie moyen ne sera amélioré que si les infrastructures économiques et les services actuels connaissent une croissance substantiellement supérieure à celle de la population. Par ailleurs, on peut penser que le niveau actuel de croissance

démographique n'est pas perçu par les familles comme la conséquence de leurs comportements procréateurs alors que cette croissance est la résultante d'un déséquilibre temporaire entre une fécondité pour l'essentiel encore bloquée à un haut niveau et une mortalité qui a déjà beaucoup régressé : on pourrait illustrer la situation actuelle de manière un peu naïve en disant que la société pakistanaise n'a pas encore pleinement ressenti le relâchement de la mortalité et donc continue à procréer comme si la mort continuait à emporter les vivants de manière effrénée et comme par le passé, particulièrement les enfants en bas âge et les femmes en couche.

6. Le Pakistan et le monde développé.

Chaque année, on trouve dans l'annuaire des Nations Unies édité par le PNUD un classement des pays selon leur niveau de développement par habitant ; ce classement est basé sur les niveaux d'espérance de vie, d'instruction et de revenu. Les Nations Unies classent le Pakistan en 127^{ème} position (la Belgique est 5^{ème}).

Les niveaux de richesse par habitant calculés par les Nations Unies tiennent compte non seulement de la hauteur du revenu monétaire mais aussi de celle des prix : ainsi, un revenu monétaire de 1000 dollars par habitant peut s'avérer suffisant dans un pays où les prix des biens les plus courants sont faibles tandis que ce même revenu peut-être un indicateur de grande pauvreté dans un pays où les prix des biens et services sont très élevés : quand on tient compte à la fois des revenus et des prix, on dit que le revenu par habitant est calculé en termes de parité de pouvoir d'achat ; les revenus calculés de cette façon sont alors plus adéquatement comparables entre eux .

On peut ainsi observer que le niveau de vie du Pakistanais moyen calculé de cette manière n'atteint malgré tout que 7% de celui du Belge moyen. De plus, la répartition du revenu est un peu plus équitable en Belgique qu'au Pakistan quoique ce pays apparaisse beaucoup plus égalitaire que nombre de nations africaines ou américaines !

L'écart de développement entre un pays comme le Pakistan et la Belgique est donc gigantesque surtout si l'on veut bien considérer que la différence entre « le panier à provision » de l'Occidental et du Pakistanais signifie plus qu'une différence d'aisance matérielle mais est aussi un indicateur indirect de l'écart qui sépare deux types d'humains dans les domaines de l'accès à l'école, à l'emploi, à la santé, à la sécurité d'existence, à la culture, à la récréation ou à la jouissance de l'environnement.

7. Les défis du « rattrapage » de l'Occident.

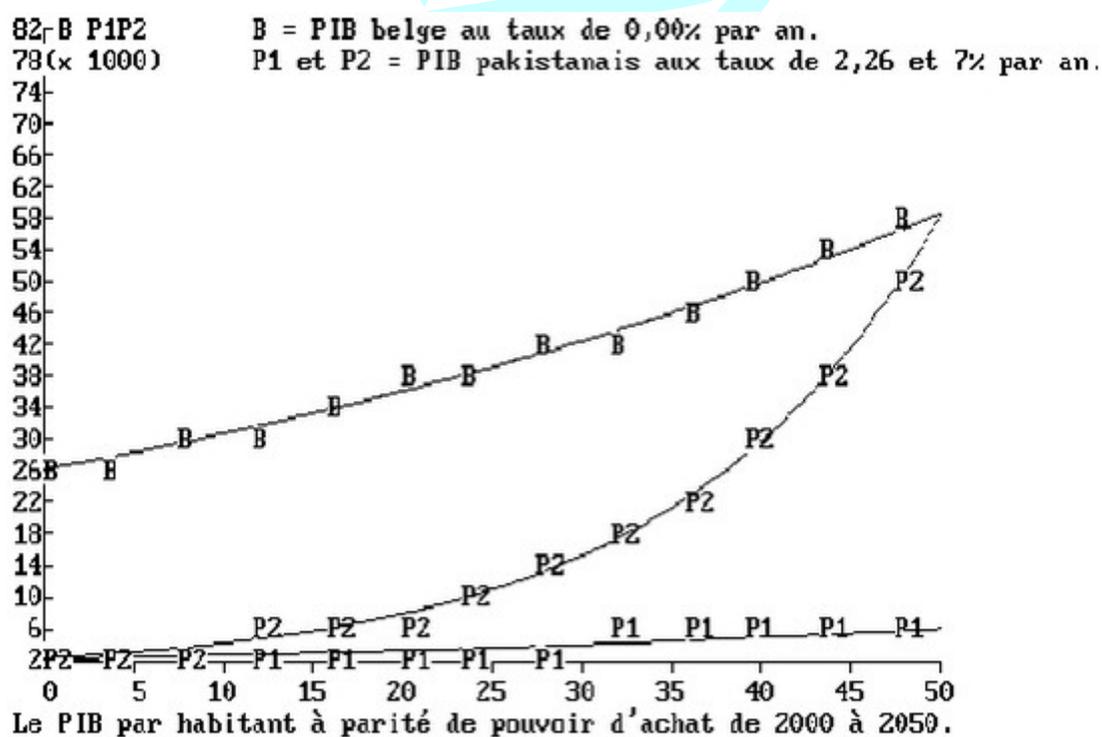
On n'entend pas par ce mot que le meilleur avenir du Pakistan soit d'adopter en tous points le mode de vie occidental mais bien de disposer le plus vite possible d'un niveau de jouissance de biens et services de toute nature qui soit comparable à celui du monde riche, même si les choix de consommation diffèrent : après tout, on pourrait par exemple imaginer pour le Pakistan une économie aussi prospère que celle des pays riches qui ne soit pas aussi dépendante de l'automobile ! Mais en l'an 2000, avec un pouvoir d'achat égal à 7% du niveau belge, le Pakistan est loin du compte !

Au cours du dernier quart de siècle, le taux de croissance moyen du produit intérieur brut belge par habitant à parité de pouvoir d'achat a été de l'ordre de 1,64% l'an ; pendant la même période, le taux pakistanais a été de 2,26%.

Cette différence de croissance en faveur du Pakistan n'est hélas pas suffisante pour combler le fossé qui sépare les deux pays, comme on le voit dans la figure n°1 : les courbes indicées « B » et « P 1 » dessinent l'évolution future des produits intérieurs bruts (PIB) par habitant à parité de pouvoir d'achat de la Belgique (B) et du Pakistan (P1) sous l'hypothèse que les taux de croissance observés entre 1975 et 2000 dans chaque pays se maintiennent. On observe très clairement entre 2000 et 2050 une croissance de l'écart absolu entre les niveaux de vie belge et pakistanais. L'examen des données chiffrées indique toutefois qu'en 2050, le poids relatif du PIB pakistanais par habitant vaudrait alors 10% de celui de la Belgique, au lieu de 7% en l'an 2000. Cela provient du fait que le taux de croissance pakistanais est légèrement supérieur à celui de la Belgique ; à supposer que les deux pays conservent indéfiniment leurs taux de croissance du PIB par habitant à parité de pouvoir d'achat, l'écart relatif diminuerait progressivement, entraînant finalement une diminution de l'écart absolu ; cependant, sous ces hypothèses, il faudrait attendre ...431 années avant que les niveaux de vie des habitants des deux pays arrivent à égalité !

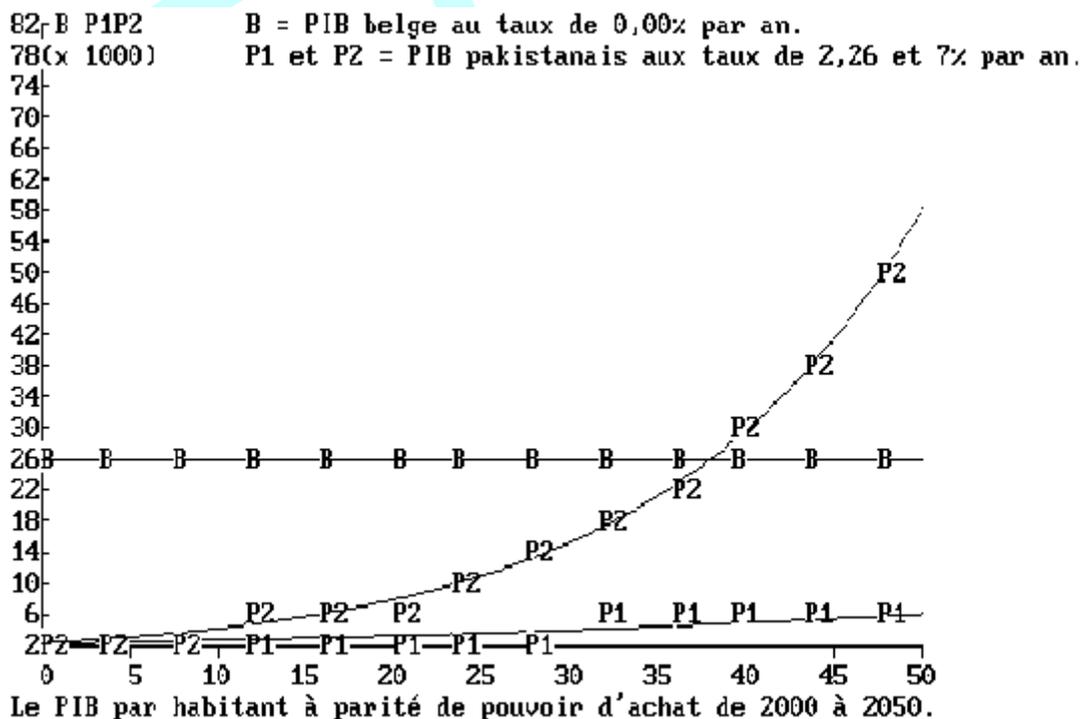
Si l'on voulait résorber l'écart pakistano-belge à l'horizon 2050, il faudrait que la croissance annuelle du PIB pakistanais à parité de pouvoir d'achat par habitant ne soit plus de 2,26% l'an mais de 7%, soit plus du triple de la valeur actuelle. Alors, comme le montre la courbe indicée « P2 » de la figure n°1, l'écart entre les niveaux de vie des deux pays se réduirait progressivement au cours du demi-siècle à venir jusqu'à disparaître vers 2050.

Figure n°1 (en milliers de dollars américains) :



Dans leur désir de combler rapidement l'injustice économique mondiale actuelle, certains n'hésitent pas à préconiser une croissance économique nulle dans les pays riches. A la figure n°2, on a imaginé la « croissance zéro » pour la Belgique (courbe « B ») tandis qu'on reprend les deux scénarios pakistanais (P1 et P2) de la figure n°1. Dans ce scénario qui générerait un inconfort certain dans le chef du citoyen belge moyen, on observe que le Pakistan rattraperait la Belgique vers 2040, soit dix ans plus tôt,...mais toujours à condition de connaître dorénavant une croissance annuelle triple de celle observée ces vingt-cinq dernières années. Si par contre la croissance du PIB pakistanais à parité de pouvoir d'achat par habitant restait à son niveau actuel, l'écart de niveau de vie avec la Belgique en 2050 serait à peine entamé...et il faudrait attendre 117 ans avant de voir s'égaliser les niveaux de vie des deux pays !

Figure n°2 (en milliers de dollars américains):



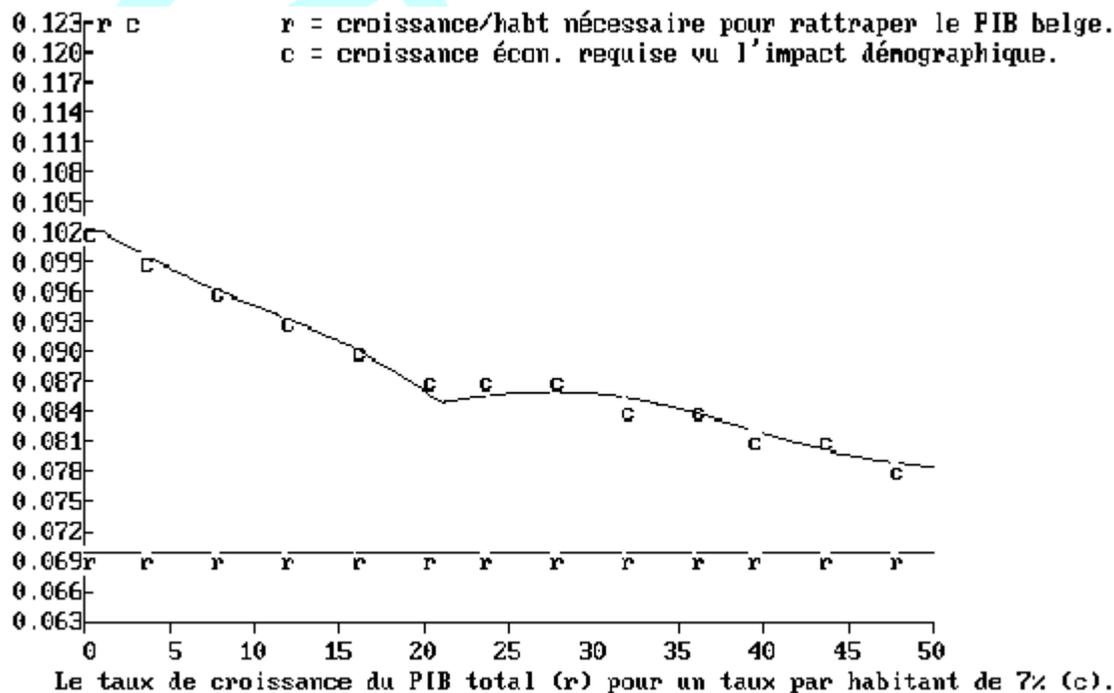
8. La croissance du PIB par habitant et la croissance économique totale.

Jusque maintenant, on a présenté des évolutions « par habitant ». Nous allons maintenant observer comment se traduit un taux de croissance économique par habitant en taux de croissance économique nationale prenant en compte la croissance démographique.

Le « rattrapage » devient alors un défi encore plus impressionnant. A la figure n°3, on a tracé le niveau de la croissance économique pakistanaise par habitant qui est nécessaire en vue d'un rattrapage belge entre 2040 et 2050, soit un niveau de 7% l'an (courbe indiquée « r »). Mais pour que la croissance par habitant soit de 7% l'an, il faut que la croissance économique du pays dépasse ce niveau pour tenir compte de la croissance démographique ; il faut donc multiplier le taux de croissance économique par habitant par le taux de croissance démographique estimé pour chaque année à venir. Les taux de croissance démographique pris en compte ici sont ceux du scénario « transitoire » qui minimise l'impact démographique au plus vite ; il s'agit donc bien d'un scénario optimiste

La courbe indiquée « c » qui tient compte de l'impact démographique présente le niveau annuel de croissance économique totale souhaitée, pour que la croissance par habitant soit de 7%. On voit que l'écart entre les deux courbes diminue au cours du temps : c'est normal puisque dans le cadre du scénario transitoire, l'augmentation de la population se produit à un rythme de plus en plus réduit ; cependant, durant le demi-siècle à venir, l'impact démographique ne sera pas négligeable : les données chiffrées indiquent que la croissance économique doit tout de même être augmentée de 46% en l'an 2000, de 23% en 2020 et encore de 13% en 2050 du simple fait de la croissance démographique.

Figure n°3 :

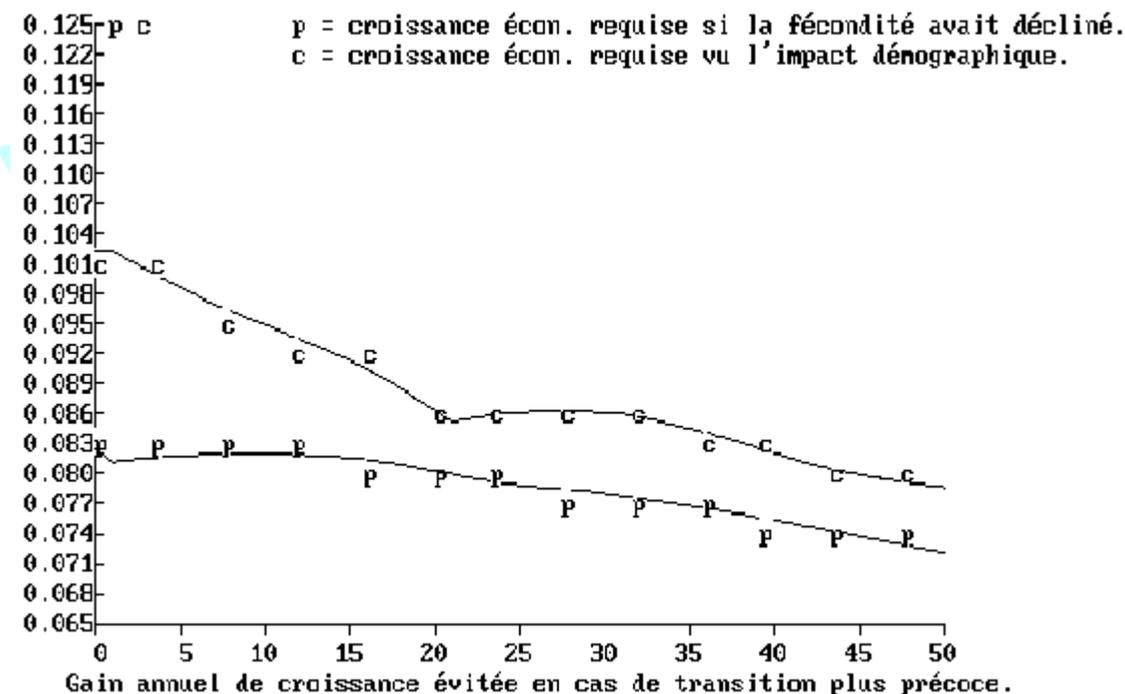


9. Et si on avait été prévoyant ?

Imaginons maintenant dans un quatrième scénario que le Pakistan ait connu de 1972 à 2000 le même déclin de mortalité que celui réellement observé au cours de cet intervalle de temps (l'espérance de vie à la naissance est passée de 48 à 59,6 ans) mais que la fécondité ait décliné de 6,1 enfants à 2,1 au lieu des 5,5 observés en 1995-1999.

Sous cette hypothèse, la population pakistanaise, qui était de 65 millions en 1972 serait passée à 123 millions en l'an 2000 (au lieu des 140 millions observés); par la suite, elle continuerait à croître jusqu'en 2050 et se stabiliserait alors aux environs de 180 millions d'habitants. A la figure n°4, on reprend les niveaux de croissance économique nécessaires pour que le Pakistan rattrape le niveau belge selon le scénario « transitoire » (courbe indiquée « c », identique à celle présentée à la figure n°3 sous le même indice) et on compare cette courbe à celle indiquée « p » qui aurait été celle du niveau économique nécessaire si la fécondité avait déjà baissé depuis une trentaine d'années. L'écart entre les deux courbes est l'illustration des efforts futurs à soutenir du simple fait que le Pakistan n'a pas connu dans le passé de baisse importante de la fécondité, contrairement à ce qui s'est passé en Tunisie ou même de façon plus mitigée chez ses voisins immédiats.

Figure n°4



10. La rencontre de quelques objections.

- Les données statistiques de base sont-elles fiables ?

Certes, rien n'est tout à fait sûr en ce domaine mais même si ces informations ne sont pas un reflet exact de la réalité, on peut croire qu'elle en sont une bonne approximation. De plus, l'important n'est pas tellement la mesure en soi du niveau de vie pakistanais ou belge mais l'écart entre les deux mesures et surtout l'évolution de cet écart. Une éventuelle inexactitude des données ne modifie pas les conclusions tirées de l'exercice. De plus, il s'agit ici de données globales assez robustes.

- L'évolution démographique est-elle correctement prise en compte ?

A partir du moment où on a posé des hypothèses de fécondité et de mortalité, il n'y a rien de plus mathématique qu'une prospective démographique par âge et sexe et bonds d'un an. Rappelons ici qu'on a bien fait ici une prospective de population en présentant trois scénarios et en exploitant l'un d'entre eux tout en soulignant bien qu'il ne s'agit pas d'une prédiction mais de l'esquisse de ce que pourrait être une évolution réaliste de la population du Pakistan.

- On a implicitement considéré ci-dessus qu'il y avait indépendance entre croissance économique et croissance démographique. N'existe-t-il donc pas de pression créatrice ?

Rappelons d'abord que le concept de « pression créatrice » développé par exemple par Esther Boserup, n'est pas automatique. Le concept part de l'idée qu'une certaine densité humaine sur un territoire peut être génératrice d'économies d'échelles et d'opportunités (un marché potentiel plus important) et accélérer le processus de développement. Encore faut-il que le territoire et ses habitants possèdent des ressources suffisantes dépassant les nécessités de la

subsistance. Si ces ressources sont déjà orientées à la baisse du fait de la pression démographique, il est illusoire de croire qu'un alourdissement de cette pression va contribuer à susciter un sursaut économique. Dans ce contexte, si le taux de croissance démographique se rapproche ou dépasse celui de la croissance économique du pays, aucune amélioration du bien-être ne se produira et le risque pour le pays de ne pas pouvoir maintenir le niveau de l'offre de services de santé et d'éducation à sa population deviendra très important; alors se profilera à l'horizon le spectre de la paupérisation. On notera par ailleurs que dans le cas où la croissance démographique est très forte, et même s'il existe des potentialités inexploitées et donc des possibilités de « pression créatrice », les futurs « agents économiques » commencent par être d'innombrables enfants qui, s'ils ne sont pas correctement éduqués, ne seront pas des grands créateurs de nouvelles opportunités. Dans toutes ces situations, le « décollage » économique ne se produira pas !

- Le Pakistan est-il un cas exemplaire du Tiers-Monde ?

Pas tout à fait : on a vu que ses voisins immédiats (à l'exception notable de l'Afghanistan) ont déjà réduit fortement leur potentiel d'accroissement démographique. Aujourd'hui, la plupart des Etats arabes (sauf ceux du Maghreb) et les Etats d'Afrique sub-saharienne possèdent des analogies avec le Pakistan. Presque partout ailleurs, la fécondité se situe déjà en dessous de trois enfants ; cependant, partout, dans un proche passé, de nombreuses petites filles sont nées et arrivent progressivement aux âge de reproduction ; si donc chacune d'entre elles fait deux ou trois fois moins d'enfants que sa mère, cela fera toutefois un grand nombre de bébés et donc de futures mères. Le scénario « minimal » présenté ci-dessus illustre bien le fait que la population d'un pays évolue comme un paquebot : les impulsions qu'on donne ne produisent des effets que très lentement et souvent même après un délai de réaction très long.

11. Et si l'on devenait prévoyant...

L'inquiétude surgit à la question de savoir s'il n'est pas trop tard pour réduire l'écart de développement et éviter le naufrage. Alors que la conviction implicite prévaut qu'un jour les pays les plus démunis rejoindront le club des Etats économiquement développés, on peut légitimement se demander, au vu des écarts et des dynamiques économiques et démographiques décrites ci-dessus, si l'on ne pourrait pas assister à la perpétuation dans la pauvreté d'un certain nombre de pays englués dans un cercle vicieux ; un peu à la manière de la pauvreté individuelle persistante dans les nations les plus riches et transmise de génération en génération.

On a en effet montré l'immensité de l'effort économique à fournir si l'on veut rattraper le retard de développement même dans l'hypothèse d'un freinage démographique important démarrant rapidement. Si malheureusement, ce freinage démographique ne prenait pas forme le plus vite possible, il faudrait se résigner à ce que l'écart entre les pays riches et des pays pauvres et prolifiques comme le Pakistan perdure pour un temps immensément long.. Dans la perspective d'un terre mondialisée, il faut donc plaider pour une remise à l'honneur de la question démographique à condition qu'elle soit intégrée dans une perspective systémique de développement au niveau national et international :

- Dans chaque pays, le développement social n'est possible que dans le cadre d'un contrôle de la croissance de la population ; mais celui-ci n'a de sens que s'il existe un projet social favorable à l'ensemble de la population ; il n'est en effet pas question de freiner la croissance démographique rien que pour la beauté d'un taux d'accroissement démographique faible ou nul !
- au niveau international, la durabilité du développement inclut la maîtrise démographique de la planète. On a montré ci-dessus que sans cette maîtrise, la possibilité de développement devient une gageure pour les nations actuellement pauvres et prolifiques. Pourtant, au niveau planétaire, la limitation de la croissance du nombre de personnes ne s'avérera porteuse d'avenir que si la consommation de biens et la production de déchets, particulièrement celles des plus riches est elle aussi contingentée. S'il est clair que la planète ne peut pas supporter indéfiniment un accroissement du nombre d'humains, il est tout à fait aussi évident qu'elle ne peut pas supporter non plus qu'un nombre limité d'humains accroisse indéfiniment sa consommation et, en conséquence, les diverses pollutions. La maîtrise démographique qui est indispensable d'abord en vue d'un mieux-être des populations du Sud de la planète, ensuite pour l'équilibre planétaire global doit aussi s'accompagner d'une retenue dans les modes de consommation et de pollution des riches d'aujourd'hui et de ceux qui le deviendront sans doute demain... C'est parce qu'on a largement oublié ce second volet que la seule évocation du mot « démographie » a hérissé le nationalisme sourcilieux des représentants des pays économiquement faibles et a été interprétée comme une volonté de stérilisation.

Et l'aide internationale ? En 1999, selon le PNUD, le montant total de l'aide fournie au Pakistan a représenté 1,3% du PIB pakistanais soit 760 millions de dollars. Cette somme représente 12,7% de la croissance économique totale souhaitée de l'an 2000 si l'on veut réduire en un demi-siècle l'écart avec la Belgique. Va-t-on octupler le montant de l'aide pour atteindre l'objectif ? Certainement pas. D'ailleurs, ce ne serait sans doute pas sain ne fût-ce que parce que cela créerait une mentalité d'assisté difficilement compatible avec les exigences de développement ! mais si une évolution démographique analogue à celle du scénario transitoire se mettait en place, une aide comparable attribuée en 2020 représenterait déjà plus de 15% de l'effort nécessaire et ce pourcentage irait en augmentant au fur et à mesure que la pression démographique s'estompe.

Si d'ici 2020, le Pakistan parvenait à réduire sa croissance démographique, l'enjeu du développement ne serait certainement pas encore gagné. Mais au moins, l'incendie serait un peu mieux circonscrit qu'aujourd'hui et la perspective d'un naufrage généralisé reculerait quelque peu...